

VENEZUELA - Noam Chomsky donne une conférence à Caracas sur « La politique impériale des États-Unis »

Laynel Fumero

vendredi 28 août 2009, mis en ligne par [Thierry Deronne](#)

« Parler de paix et critiquer ceux qui s'y opposent est relativement facile, il est plus difficile de créer un monde nouveau, un monde différent. C'est émouvant de voir comment au Venezuela on construit ce nouveau monde possible et de rencontrer un des hommes qui a inspiré cette situation. La mafia internationale ne vous pardonnera jamais tant que vous ne payez pas leur rançon. Si vous la payiez vous seriez traité par eux comme un "remarquable homme d'État". Mais vous êtes devenu le virus dangereux à exterminer. »

Noam Chomsky à Hugo Chávez, 24 août 2009.



La conférence donnée le 24 août par le linguiste et philosophe états-unien dans le théâtre Teresa Carreño de Caracas a mis en lumière la manière dont les États-Unis ont depuis toujours tenté d'infléchir la politique interne des pays par leur supposée démocratie sans défauts, et par « l'aide » offerte à la lutte contre le terrorisme ou le narcotrafic. Cette dernière, épaulée par un discours sécuritaire, constitue le prétexte parfait pour que le colosse du nord puisse maintenir son intervention militaire stratégique dans la Colombie voisine.

Cette lutte contre le narcotrafic, parfaite plate-forme économique et militaire, n'est pas à imputer à une mesure de nature souveraine par le gouvernement d'Álvaro Uribe, mais aux intérêts et privilèges recherchés par les États-Unis dans la région, notamment dans le domaine énergétique.

Pour mener à bien ce genre d'opération-commando courante pour « rétablir l'ordre et la stabilité », les grandes corporations médiatiques ont exercé une influence constante grâce à une destructrice campagne de diffamation visant les gouvernements dont la bannière politique est celle du progrès, de la justice et surtout de la libération de toute domination. Voilà qui a été confirmé par les trois premiers coups d'État de ce début de siècle, au Venezuela en 2002, à Haïti en 2004, et tout récemment au Honduras. Dans ce dernier cas, les États-Unis n'ont jamais assumé une position de clair rejet, et ont encore moins exigé une sanction contre ces actes de violation. Au contraire, sa réaction sur la scène internationale a été largement celle de la complaisance.

L'accord de sécurité qui sera bientôt signé par la Colombie et les États-Unis a pour prétention de s'opposer au narcotrafic et à la guérilla des FARC. A travers cet accord, le président Álvaro Uribe a cédé une partie de son territoire pour l'installation de sept bases militaires sur le sol colombien. Comme l'affirme Chomsky, « la lutte contre le narcotrafic n'est rien d'autre qu'une excuse des États-Unis pour intervenir dans d'autres pays. »

L'intellectuel considère que les tensions entre le Venezuela et la Colombie pourraient s'intensifier, puisque l'existence de bases militaires proches de la frontière vénézuélienne favorise la situation d'impasse entre les deux pays, qui pourrait fournir la justification d'une guerre. Chomsky a également souligné que pour le Venezuela et tous les pays de l'Union des nations sud-américaines (l'UNASUR), qui se réuniront vendredi prochain à Bariloche (Argentine), le moment est venu de mettre en place une aire de paix régionale qui s'oppose catégoriquement, par une déclaration claire de l'organisme, à l'ingérence américaine et à la militarisation de la région.

Pour sa part le président Chavez a rappelé que l'intellectuel états-unien est un de ceux qui ont le plus lutté contre l'hégémonie impériale et a recommandé de nouveau à la population du Venezuela de le lire, comme il l'avait fait aux Nations unies en brandissant un de ses ouvrages *Hégémonie ou survie*.

Source : <http://www.larevolucionvive.org.ve/spip.php?article66>